

LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 28 MARS 2014

SOMMAIRE

- 1) Cécilia
- 2) Le Grand Paris pour elle
- 3) « changement urgent »
- 4) Une autre idée de banque
- 5) Leclerc à la conquête de Paris
- 6) La radio de service public s'égare
- 7) Un flop de Hollande
- 8) Il a pris sa décision



Gérard Diez La Presse en Revue

1) La surprenante déclaration de Cécilia à Edwy Plenel, poil à gratter de Sarkozy



Edwy Plenel, de dos, au premier plan ; Cécilia Attias, au centre ; Richard Attias, premier à droite. | (CAPTURE CANAL+.)

Edwy Plenel se souviendra du Salon du livre 2014. Dans le ballet des curieux qui ont défilé devant son stand, du 21 au 24 mars, le patron de Mediapart ne s'attendait certainement pas à trouver Cécilia Attias, l'ex-femme de Nicolas Sarkozy, et son mari, Richard Attias. Entre eux, une discussion s'est engagée, troublante, au su et au vu des visiteurs.

«Je voulais juste vous saluer», lance Cécilia Attias au célèbre journaliste d'investigation. «Comment allez-vous ? Vous allez bien ?», l'interroge l'ex-première dame, tout sourire. Puis elle glisse, l'air de rien, la phrase du «délit» : «Je vous félicite». De quoi le félicite-t-elle exactement ? Pour ces mois, ces années, passées à publier des révélations gênantes pour son ancien mari Nicolas Sarkozy ?

«Excellent»

«Vous étiez très bon à "Mots Croisés"», intervient Richard Attias. «Oui, mon mari m'a dit que vous aviez été excellent», surenchérit Cécilia. Dans cette émission de France 2, diffusée le 17 mars, le présentateur Yves Calvi promettait «des éléments nouveaux» par Mediapart sur le présumé financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007.

Edwy Plenel y apparaissait, en effet, particulièrement en verve, comme le note le «Petit Journal» qui diffuse quelques phrases assassines à l'endroit de Nicolas Sarkozy comme : «La déchéance sarkozyste entraîne l'histoire de la droite française» ou «Factuellement, jamais un ancien président n'a été cerné par autant d'affaires».

Avant que ne s'achève l'étonnante entrevue, Richard Attias donne sa carte à Edwy Plenel, lequel l'avait précédé en disant : «Je vous laisse mes coordonnées, sait-on jamais».

L'homme que félicite Cécilia Attias n'est pas qu'un artisan des révélations ayant conduit à l'ouverture d'informations judiciaires sur des affaires mettant en cause son ex-mari. C'est aussi un adversaire direct de Nicolas Sarkozy sur la scène judiciaire, en tant que directeur de la publication de Mediapart.

Edwy Plenel a été placé en décembre dernier sous le statut de témoin assisté dans l'affaire du présumé financement libyen pour «faux» et

«usage de faux» après une plainte déposée par Nicolas Sarkozy. Il a également été mis en examen, poursuivi pour «atteinte à l'intimité de la vie privée» pour la publication par Mediapart d'enregistrements réalisés chez Liliane Bettencourt.

Écoutes de Mediapart, écoutes de la justice, écoutes de Patrick Buisson. Cette concomitance amuse Edwy Plenel qui, apercevant les caméras du «Petit Journal», lâche à une admiratrice qui s'étonne du «soutien inattendu» du couple Attias : «Attention, ils filment, tout est retenu, c'est terrible ! Vous savez, on est espionné maintenant ! On ne peut plus travailler, il y a des micros partout !».

leparisien.fr

II) La droite bien partie pour décrocher le Grand Paris

Sibylle VINCENDON



Même si elle conservait Paris, la gauche serait sans doute minoritaire au Grand Paris. (Photo Franck Fife.AFP)

Au vu des résultats du premier tour, l'opposition pourrait bien obtenir la majorité des sièges au sein du futur conseil métropolitain du Grand Paris. Une surprise qui prend tout le monde de court.

C'est le scénario qui affole la gauche et prend de court la droite: même si Paris reste à gauche après le deuxième tour des municipales, la métropole du Grand Paris, qui verra le jour au 1er janvier 2016, sera probablement à droite. La présidence de la structure deviendrait ainsi, selon le mot d'un spécialiste «le plus beau poste d'opposition en France». Ce que personne n'avait prévu.

Les 337 membres du futur conseil métropolitain étant issus des conseils municipaux, le premier tour des élections dans les 124 communes de la métropole a d'ores et déjà dessiné l'esquisse générale, peinte en noir pour la gauche. Il faudrait qu'elle ne perde aucune des villes difficiles à garder, type Bobigny, Aulnay-sous-Bois, Le Blanc-Mesnil, Villepinte, Saint-Ouen ou Livry-Gargan pour espérer un petit 51% des conseillers. Hypothèse peu vraisemblable. Daniel Guiraud, maire PS des Lilas (réélu) et président de Paris Métropole pense que «c'est la déroute» et que «dimanche va amplifier ce résultat».

Vent d'effolement

Le système de désignation des conseillers offre, dans chaque ville, une forte prime majoritaire au camp qui emporte la municipalité. Paris, cas à part, enverra à la métropole 90 conseillers reflétant le rapport gauche-droite au sein du Conseil de Paris. Mais dans les autres communes, le nombre de conseillers, lié à la population, sera au maximum de cinq dont minimum quatre pour la majorité et un pour l'opposition. Avec quelques villes qui basculent, c'est vite plié.

Dans la gauche francilienne, «souffle un vent d'effolement», reconnaît un élu. L'arithmétique étant sans espoirs, tous les regards se tournent vers les communes limitrophes de la métropole. Elles ont jusqu'à septembre pour décider si elles y adhèrent ou pas. Argenteuil par exemple, où le socialiste Philippe Doucet pourrait conserver la mairie, apporterait cinq sièges à la gauche si l'envie lui prenait de rejoindre la métropole. Ce genre de montage rendrait la victoire envisageable quoique peu honorable.

Mais ce retournement de situation est problématique aussi pour la droite. Ce coup-là, elle ne l'a absolument pas vu venir. Contrairement au prudent Claude Bartolone qui a pris la précaution de se faire élire au conseil municipal du Pré-Saint-Gervais, aucun des pontes de la droite n'a rien prévu. Ni Patrick Devedjian, ni Roger Karoutchi, ni Valérie Pécresse ne sont élus municipaux. Reste... Nathalie Kosciusko-Morizet. La chef de l'opposition parisienne présidente du Grand Paris? Pittoresque.

Effets secondaires

S'estimant «légitime sur le sujet», Philippe Dallier, sénateur-maire UMP des Pavillons-sous-

Bois, militant d'une métropole très intégrée, a posé ce matin sa candidature à la présidence, via Twitter. Il a pour lui la constance et contre, son isolement parfait chez les siens.



Philippe Dallier ✓ @philippedallier

*Une hypothèse que j'avais formulée. Dans ce cas, je serai bien sûr candidat... <http://www.latribune.fr/blogs/la-tribune-du-grand-paris/20140327trib000822187/et-si-la-metropole-du-grand-paris-tombait-a-droite.html> ...
11:04 AM - 27 Mars 2014*

Cette nouvelle donne électorale provoque en outre de multiples effets secondaires. Elle réactive le débat entre les partisans d'une métropole fédérée, coopérative des intercommunalités, et ceux d'une métropole intégrant les communes dans une structure unique. Les premiers avaient perdu à l'Assemblée et ils rappellent aujourd'hui que si on avait gardé le filtre des intercommunalités, le paysage politique serait moins net. Les fédéralistes voient leurs adversaires, et leur mentor Claude Bartolone, «pris à leur propre jeu». «Ils avaient une conception un peu propriétaire de la métropole», dit l'un d'entre eux. Et brusquement, changement de propriétaire... Daniel Guiraud, le maire des Lilas qui faisait partie des «intégrateurs», se veut beau joueur: «On savait tous, quand on a lancé cette construction, qu'il n'y avait aucune garantie pour la gauche là-dessus.»

Reste enfin le gouvernement, que cette situation met dans une posture difficile. Est-il si urgent désormais de supprimer les intercommunalités en première couronne comme c'est prévu dans la loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles? Ne vaudrait-il pas mieux observer quels seront les rapports droite-gauche au sein de ces structures avant de les envoyer au cimetière des institutions? Et les départements? Faut-il encore se dépêcher de les faire disparaître, comme l'a annoncé le Premier ministre, en les offrant à la métropole dirigée par la droite? Nouvelle donne.

liberation.fr-Sibylle VINCENDON

III) Pour Hidalgo, «la claque» des municipales appelle un «changement urgent»



Anne Hidalgo le 17 janvier 2014 à Paris. (Photo Thomas Samson.AFP)

AFP

«On ne peut pas rester en l'état», a déclaré jeudi la candidate socialiste à la mairie de Paris.

Anne Hidalgo, candidate PS à la mairie de Paris, a estimé jeudi qu'il y avait un «besoin de changement urgent» après «la claque» du premier tour des municipales au niveau «national». «On ne peut pas rester en l'état», a déclaré sur Radio Classique et LCI la première adjointe de Bertrand Delanoë.

«Bien sûr qu'il y a un contexte politique très lourd, très, très lourd qui fait qu'il y a une colère», a déclaré Anne Hidalgo. «Depuis le début, j'ai été amenée à dire quand j'étais d'accord ou pas», a-t-elle souligné, en rappelant par exemple son engagement de non-augmentation des impôts à Paris.

La question d'un changement «se posera au lendemain de l'élection municipale», a-t-elle dit.

«Il y aura bien sûr besoin de changement, et de changement urgent», a-t-elle insisté. Mais c'est la question du «jour d'après», a-t-elle relevé, en réaffirmant sa «priorité pour Paris».

Après le coup de semonce du premier tour des municipales, François Hollande est pressé de réagir. Depuis dimanche, plusieurs voix, à gauche comme à droite, s'élèvent pour réclamer une autre politique, voire un remaniement. Nombreux sont ceux qui estiment qu'un changement de Premier ministre est inéluctable après ce désaveu de la politique gouvernementale. Face à ces attaques, Jean-Marc Ayrault a réuni ses proches autour d'un déjeuner mercredi pour organiser sa riposte. Le gouvernement assure avoir entendu le message des électeurs mais n'a pas encore décidé, ou du moins fait savoir, comment il comptait y répondre.

liberation.fr

IV) « Simple », la banque qui veut révolutionner la banque

Par Lucie Robequain

Ouverte en 2012 outre-Atlantique, la banque Simple est purement digitale. Elle s'adresse à tous les déçus de la banque traditionnelle.



Simple est suffisamment novateur pour susciter l'intérêt des grandes banques. - DR

Aux Etats-Unis, la banque est l'un des secteurs qui résistent le plus à la révolution Internet. Les commerces sont bousculés par la puissance d'Amazon et les médias par celle de Google. Les relations entre le banquier et ses clients n'ont, elles, guère évolué depuis une vingtaine d'années. « Je meurs d'envie de trouver une banque qui bouleverse enfin le modèle actuel », déclarait récemment l'investisseur milliardaire Marc Andreessen.

L'américain Simple, qui a lancé sa plate-forme Internet il y a moins de deux ans, ne peut certes pas encore prétendre à ce rôle. Il ne compte que 100.000 clients, résidant essentiellement dans les grands Etats américains (Californie, New York, etc.). Mais sa croissance est exponentielle : le site qui ne comptait que 20.000 clients il y a un an a ainsi multiplié par cinq le nombre de ses aficionados. « Chaque mois, nous grandissons plus vite que le précédent », affirme son fondateur

Josh Reich.

Sa réputation se fait pour l'instant par le bouche-à-oreille, ce qui lui permet de réduire ses coûts de marketing. Présent exclusivement sur le Web, il évite aussi les frais associés aux grands réseaux d'agences. « Notre modèle est très low-cost pour le monde bancaire », poursuit Josh Reich.

L'Apple des banques

Il est en tout cas suffisamment novateur pour susciter l'intérêt des grandes banques. La start-up vient de se faire racheter pour un peu plus d'une centaine de millions de dollars par BBVA, la deuxième banque espagnole par le nombre d'actifs. Elle se présente volontiers comme une anti-banque et s'adresse à tous les déçus du système traditionnel. Si elle ne fait pas encore de

profits, Simple vient d'atteindre son seuil de rentabilité.

Ses revenus proviennent des frais interbancaires, prélevés à chaque fois qu'un client utilise sa carte de crédit. Fonctionnant exclusivement sur Internet, elle présente un site beaucoup plus « design » que la plupart des établissements financiers. Jim Bruene, le grand expert américain de la banque en ligne, y voit d'ailleurs l'équivalent d'un Apple pour le monde bancaire.

Écrit par Lucie ROBEQUAIN
Correspondante à New York
lucie.robequain@ft.com

lesechos.fr

V) Comment Leclerc compte concurrencer Monoprix, Carrefour et Franprix à Paris



Par Soizic Briand

Invité du Club Business réalisé avec Euro Media France, Michel-Edouard Leclerc, président de l'Association des centres distributeurs Leclerc, évoque son intention d'implanter son enseigne à Paris et dans les grandes villes.



Michel-Edouard Leclerc, président de l'Association des centres distributeurs Leclerc (c) Stéphane Lagoutte pour Challenges

Challenges. Vous avez exprimé votre soutien au pacte de responsabilité proposé par le président François Hollande. Combien d'emplois pourriez-vous créer ?

Michel-Edouard Leclerc.

Favoriser les conditions de création d'emplois en allégeant les charges des entreprises, voilà qui me plaît bien. Surtout sans reporter le financement de la politique familiale sur les consommateurs par une hausse de la TVA, ou autre. Nous saurons utiliser cette baisse des coûts pour créer des emplois en plus ou, tout au moins, nous conforter dans notre politique de création d'emplois : 2.500 en 2014.

Cela va-t-il aussi vous permettre de baisser encore les prix ? Georges Plassat, le PDG de Carrefour, vous a accusé "d'organiser la déflation"...

Ce n'est pas en vendant plus cher en période de baisse de pouvoir d'achat que les industriels trouveront des débouchés. On ne me fera pas augmenter les prix. Jean-Charles Naouri et Géant Casino sont en train de nous rejoindre dans la bataille. Georges Plassat a du mal à trouver le positionnement de Carrefour, mais il y vient aussi...

Baisser les prix est-elle la seule stratégie pour les hypermarchés ?

Pas que pour eux. C'est vrai pour un billet d'avion, l'achat d'une voiture ou d'un ordinateur. Nous sommes en quatrième année de baisse effective du pouvoir d'achat des Français. Vous pouvez raconter ce que vous voulez sur la nécessité de revenir à l'inflation, les gens regardent leur portefeuille. Les entreprises qui marchent sont celles qui s'adaptent à leur marché, qui n'essaient pas de spolier les consommateurs, qui trouvent des occasions de plus-value grâce à l'innovation. On ne relancera pas l'économie française sur le dos des consommateurs. Ni par l'impôt ni par la hausse des prix.

<http://www.dailymotion.com/embed/video/x1fb05w>

Le site Optique-leclerc.com a ouvert en septembre dernier. Vous vous intéressez aussi à la pharmacie. Quels secteurs vous attirent encore ?

Tous ceux qui se sont abrités de la concurrence

derrière les licences de marques dans le sport, par exemple, dans le textile, et même le jouet. Essayez-donc de trouver des Nike moins chers hors le moment de promotion autorisé par le fournisseur. Des produits Apple moins chers... Le combat est à renouveler. L'intérêt du consommateur est que les industriels, comme les distributeurs, restent concurrents entre eux.

Quelle est la place d'Internet dans la stratégie de Leclerc ?

Quand je regarde mes enfants, je vois bien qu'ils fréquentent de moins en moins les librairies, par exemple. Avec Internet, il y a une nouvelle avancée dans la relation clients, mais transformer un contact en acte d'achat, c'est plus compliqué. Nous allons remodeler nos magasins pour en faire des lieux de destinations.

Est-ce que l'Internet pourrait vous permettre d'entrer dans Paris ?

Oui. Nous allons multiplier les drives, les points relais – comme à Lyon, Marseille, Lille – avec des prix Leclerc comme référence. Nous étudions aussi des solutions où il vous serait possible de partir de votre travail avec un panier que nous vous aurions livré. Moins cher que les enseignes de centre-ville.

Vous aurez 62 ans en mai. L'âge qu'avait votre père quand il vous a appelé à la coprésidence. Est-ce que vous organisez votre succession ?

Tout le temps, et cela fait dix ans que j'ai la vision de ce que doit devenir le mouvement Leclerc. Mais, à 62 ans, je me sens assez vert, et je n'ai pas l'obsession de ne pas continuer ce que je fais.

Propos recueillis par Soizic Briand et Jean-Baptiste Diebold

challenges.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Quand la radio de service public oublie le service du public

Par Pourlavenir

Marine Le Pen, une Nème fois sur France Inter, ce matin. La radio de service public est devenue le porte-parole du FN. Pourtant France Inter est financé par les deniers publics pour permettre l'information des contribuables et, en principe, leur donner des éléments non partisans pour exercer leur citoyenneté.

Dans tous ce qui est du constat, MLP exprime parfaitement les indignations et le rejet, de la politique de F. Hollande. Elle sait très bien analyser ses conséquences pour les Français. Elle dit se que pourrait dire M. Mélenchon, si M. Cohen l'invitait. Mais, n'entendant ce qu'il veulent entendre, que du seul FN à qui tous les médias (dont France Inter) donnent largement la parole, ils relaient dans les urnes ces critiques. Le rejet de cette politique d'austérité et de sacrifice est si fort qu'ils en oublient de voir que le FN n'a pas de solutions.

Le FN promait tout et son contraire, même le plus éloigné de ces fondamentaux. Ainsi MLP affirme que les maires FN élus vont "réconcilier" les populations, tout en ayant des programmes de suppressions des budget aux associations qui permettent de mieux vivre ensemble. Elle dénonce les effectifs plétoriques des mairies mais promet qu'il n'y aura aucun licenciement d'agents municipaux. De même les promesses de baisses d'impôts sont compatibles avec la multiplication des caméras de surveillance et des policiers municipaux.

M. Cohen tend toutes les perches à MLP pour habilement exposer son argumentaire, mais quand, par exception, il invite M. Mélenchon, ce n'est pas pour l'interroger sur la politique française, c'est pour tenter de le mettre en difficulté sur sa position sur Poutine (alors que MLP le défend bien plus, mais à elle, on ne lui en fait pas grief). Le résultat est là, la dédiablement médiatique a parfaitement fonctionné, le FN va tenir ou participer à la gestion de nombreuses villes. Pourtant, là où l'opposition de gauche était

représentée par une union de la vraie Gauche (Front de Gauche, écologistes et société civile) comme à Grenoble, le mécontentement a su s'exprimer de manière constructive.

La leçon n'a pas suffi, depuis le premier tour, les représentants du FN défilent sur le service public et c'est la concurrence entre les médias pour lui ouvrir leurs micros. On attend toujours le droit d'expression des représentants du FdG avant le 2ème tour. Le moins que la radio publique puisse faire, serait d'inviter J-L Mélenchon le même nombre de fois que Mme Le Pen.

Pour rétablir l'équilibre des temps de parole, largement déficitaire pour le FdG (2% du temps d'antenne sur les municipales), France Inter doit donner largement la parole aux représentants FdG pour les Européennes. Rétablir l'honneur du service public ne se fera qu'à cette condition.

équité d'information
FDG
FN
France Inter
Temps de parole

mediapart.fr

VII) Chômage des seniors: le contrat de génération, grand flop de Hollande

Par Emilie Lévêque,

Les seniors ont payé un lourd tribut à la hausse du chômage depuis la crise. La mesure phare de François Hollande, le contrat de génération, ne convainc pas les entreprises.



Le contrat de génération de François Hollande peine à séduire

Reuters/Jonathan Ernst

Non seulement la courbe du chômage ne s'est pas inversée fin 2013, contrairement aux engagements de François Hollande, mais elle poursuit sa hausse début 2014. En février, le nombre de demandeurs d'emplois a fait un bond de 0,9%, soit 31.500 inscrits de plus à Pôle emploi en catégorie A. On a ainsi atteint un nouveau record à 3,34 millions de chômeurs. Hormis la hausse exceptionnelle du chômage en septembre dernier due à un problème technique, il faut remonter à avril 2013 pour retrouver une augmentation comparable.

La quasi-totalité de la hausse de février s'explique par l'explosion du nombre de demandeurs d'emplois de plus de 50 ans. Le tribut payé par les seniors est de plus en plus lourd: pour eux, la hausse atteint 1,3% sur un mois et 12,1% sur un an. Au total, depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir, plus de 420.000 chômeurs sans aucune activité sont venus grossir les listes de Pôle emploi. Parmi eux, quelque 161.000 seniors.

"Le problème des salariés âgés est qu'ils coûtent trop cher à l'entreprise: aux alentours de 50 ans, leur productivité décroît alors que leur salaire reste dynamique. C'est pourquoi ils sont la cible première des plans sociaux et plans de départs volontaires, analyse Eric Heyer, directeur adjoint de l'OFCE. Et comme souvent ils n'ont pas encore atteint l'âge de la retraite, ils viennent pointer à Pôle emploi. En ce sens, la réforme des retraites de 2010, qui repousse l'âge de départ à 62 ans, a amplifié la hausse du chômage des seniors".

Seulement 20.000 contrats signés

Pour lutter contre cette tendance, le gouvernement a tout misé sur le contrat de génération, mesure phare du programme présidentiel de François Hollande. Mis en place début 2013, ce dispositif prévoit des aides à l'embauches de jeunes en CDI, en échange du maintien d'un senior (2000 euros pour le jeune et 2000 euros pour le senior, soit 4000 euros par an, pendant trois ans maximum). Mais il ne suscite guère l'engouement : seuls 20.000 contrats de génération ont été signés depuis mars 2013, contre un objectif de 75.000.

Ces contrats ont été signés à 90% dans des

entreprises de moins de 50 salariés et de plus de 300 salariés. Pour accélérer la mise en oeuvre des contrats de génération, l'accès à l'aide de l'Etat a récemment été facilité pour les entreprises de taille moyenne. Mais l'effet dopant espéré risque d'être imité. "Sur le papier, le contrat de génération est séduisant, puisqu'il vise à augmenter le taux d'emploi des deux catégories de population active les plus fragiles: les jeunes et les seniors, explique Eric Heyer. Le hic : les entreprises ne veulent plus, vu la conjoncture, embaucher de jeunes en CDI". Neuf jeunes sur 10 sont aujourd'hui recrutés en CDD.

Ceux qui sont recrutés en CDI sont généralement très qualifiés, ou correspondent précisément aux besoins de l'entreprise. Dans ce cas, le contrat de génération a un effet d'aubaine - l'embauche aurait eu lieu même sans incitation financière. "Un de mes salariés approche de la retraite et je cherchais à recruter un jeune. J'en ai trouvé un et le contrat de génération est arrivé à ce moment-là. Mais ce n'est pas ce qui m'a décidé", témoigne pour L'Express Alain Delaby, chef d'une TPE en Seine-et-Marne.

Réduction des droits des chômeurs âgés

Pour lutter contre le chômage des seniors en France, l'OCDE a formulé en janvier plusieurs propositions choc: réduire la durée maximale d'indemnisation des plus de 50 ans de trois ans actuellement à deux ans, limiter les ruptures conventionnelles en fin de carrière, alourdir les sanctions contre les discriminations à l'embauche liées à l'âge ou encore reconsidérer le caractère automatique des primes d'ancienneté.

Les nouvelles règles de l'assurance chômage, adoptées à l'arrachée par les partenaires sociaux le week-end dernier et qui entreront en vigueur le 1er juillet, devraient réduire les incitations aux départs anticipés à la retraite, notamment via le biais de ruptures conventionnelles avec de gros chèques. Le délai de carence avant de pouvoir toucher une indemnisation va passer de trois à six mois, dès lors que le montant des indemnités supra légales est supérieur à 16.200 euros. Par ailleurs, la borne d'âge pour bénéficier des allocations avant la retraite à taux plein sera repoussée de 61 à 62 ans.

Ces mesures vont "réduire les droits des chômeurs âgés, mais elles ne vont en aucun cas limiter leur nombre", critique Eric Heyer. Pour l'économiste de l'OFCE, les mesures ciblées sur une population

de demandeurs d'emplois n'ont aucune chance de fonctionner tant que la conjoncture macro-économique est déprimée, que la croissance ne repart pas. Concernant les seniors, la France doit optimiser sa politique de formation continue et de gestion prévisionnelle des carrières, afin d'augmenter la productivité des salariés âgés.

lexpress.fr

VIII) Remaniement : François Hollande a pris sa décision

Par Françoise Fressoz



François Hollande et Jean-Marc Ayrault à l'Arc de triomphe, le 11 novembre. | CHRISTIAN HARTMANN/REUTERS

Garder ou non Jean-Marc Ayrault comme premier ministre ? François Hollande a choisi. Le président de la République attendra le deuxième tour des élections municipales, dimanche 30 mars, pour finaliser son choix. Mais si la « vague bleue » est aussi importante que l'annoncent les sondages, il n'hésitera pas à changer son dispositif.

Hollande reconnaît le vote-sanction.

Pour le chef de l'Etat, l'analyse de la situation est faite : le gouvernement a été victime d'un vote sanction, la droite a bénéficié d'une bien plus forte mobilisation que la gauche, le score du Front national a révélé les fragilités du pays, qui vit une multitude de crises. Il faut réagir.

Dès mercredi en conseil des ministres, le chef de l'Etat a indiqué que le gouvernement devait « entendre les Français » pour éviter que le vote-sanction ne s'amplifie. Mais l'Elysée ne semble guère se faire d'illusion sur la possibilité d'inverser la tendance.

Une nouvelle équipe pour appliquer le pacte de responsabilité.

La nouvelle équipe devrait être nommée très vite. Elle aura pour mission de réussir le pacte de responsabilité. Pas question de l'infléchir, malgré les critiques venues d'une partie de la gauche : c'est sur ce pacte que compte François Hollande pour renouer avec la croissance et inverser la courbe du chômage, qui a encore fortement progressé le mois dernier. Le pacte est le pilier de cette deuxième partie du quinquennat qui, à cause du mauvais résultat de dimanche, semble s'ouvrir plus vite que prévu.

En plus des 20 milliards d'euros du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), les entreprises devraient bénéficier de 10 milliards d'euros d'allègements de charges supplémentaires ciblés pour moitié sur les bas salaires, pour moitié sur les autres. Les modalités pratiques (amplification du CICE ou allègement des cotisations familiales) ne sont pas encore arrêtées, mais le chef de l'Etat veut aller vite. Il avait appelé en janvier à un choc de confiance qui tarde à se produire.

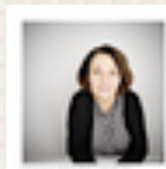
Un tournant plus social du quinquennat ?

François Hollande veut cependant, comme il l'a indiqué mercredi, « plus de justice sociale » dans la politique menée. Comme l'a réclamé Bruno Le Roux, le patron des députés socialistes, des mesures fiscales ciblées sur les ménages modestes devraient donc être arrêtées, non pas dans le cadre du pacte de compétitivité, mais dans le cadre de la trajectoire fiscale qui devrait être présentée fin avril et qui concernera les années 2015, 2016 et 2017.

Les mesures en faveur des ménages devraient représenter une enveloppe de l'ordre de 2 à 3 milliards d'euros. Pour les financer, le gouvernement devra soit trouver de nouvelles économies, soit réduire la part qui était réservée aux entreprises. Celles-ci devraient obtenir environ 7 milliards d'euros au lieu des 8 milliards envisagés initialement.

Tout se passe donc comme si François Hollande voulait colorer la politique de l'offre d'une nuance plus sociale, afin de rassurer la gauche. Mais ce correctif ne suffira pas à renouer avec la confiance. Le président a besoin de résultats rapides pour retisser le lien avec un pays dont il

perçoit le délitement du lien social national et républicain.



Françoise Fresso
éditorialiste

lemonde.fr

A Suivre...
La Presse en Revue